A°. 1875  N°. 5.

PUBLICATIE-BLAD.

PUBLICATIE,

houdende afkondiging van het Koninklyk Besluit van den 14den *Mei* 1875, *bepalende de plaatsing in het Staatsblad van het tusschen* Nederland *en* Portugal *op* 9 *January* 1875 *te* Lissabon *gesloten verdrag van handel en scheepvaart.*

IN NAAM DES KONINGS!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van 's Konings wege den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand Koninklyk Besluit:

STAATSBLAD
VAN HET
KONINGRYK DER NEDERLANDEN.

(N°. 74.) *BESLUIT van den* 14*den Mei* 1875, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van het tusschen* Nederland *en* Portugal *op* 9 *January* 1875 *te* Lissabon *gesloten verdrag van handel en scheepvaart.*

WIJ WILLEM III., BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het handel- en scheepvaart-tractaat tusschen *Nederland* en *Portugal*, den 9den January 1875 door de wederzydsche gevolmagtigden te *Lissabon* gesloten, waarvan de inhoud en de vertaling luiden als volgt:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, également animés du desir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays, et voulant améliorer et étendre les relations de commerce et de navigation entre Leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

le sieur DENIS EVERWIJN, docteur en droit, chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, commandeur des ordres de la Couronne de Chêne de Luxembourg, d'Isabelle la Catholique d'Espagne, du Faucon Blanc de Saxe-Weimar-Eisenach et de St. Stanislas de Russie, officier des ordres de la Légion d'Honneur et de Léopold de Belgique et chevalier de l'ordre de la Couronne de Prusse de troisième classe, Son Ministre Résident près Sa Majesté Très Fidèle ;

et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

le sieur JEAN DE ANDRADE CORVO, Son conseiller, pair du Royaume, Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères, professeur de l'école polytechnique de Lisbonne, lieutenant-colonel d'ingénieurs, grand' croix de l'ordre ancien, très noble et illustre de San Thiago pour le mérite scientifique, littéraire et artistique, commandeur de l'ordre du Christ, chevalier de l'ordre militaire d'Aviz, grand' croix effectif de l'ordre de la Rose du Brésil, grand' croix de l'ordre Impérial de Leopold d'Autriche, des Sts. Maurice et Lazare d'Italie, de l'ordre Royal de Charles III d'Espagne, de l'ordre de l'Etoile Polaire de Suède et officier de l'instruction publique en France ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les sujets respectifs des deux Hautes Parties contractantes seront parfaitement assimilés aux nationaux pour tout ce qui regarde l'exercice du commerce et de l'industrie et le paiement de l'impôt. Ils auront le droit d'exercer librement leur religion, en se conformant aux lois et règlements de chaque pays, et d'acquérir et de disposer, de la même manière que les nationaux, de toute propriété mobilière et immobilière par achat, vente, donation, échange, testament et succession ab intestat.

Ils seront parfaitement assimilés sous tous les autres rapports aux sujets de la nation étrangère la plus favorisée.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent pas aux distinctions légales entre les personnes d'origine occidentale et orientale dans les possessions Néerlandaises de l'Archipel Oriental, distinctions qui seront également applicables aux sujets du Portugal dans ces possessions.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Pays-Bas et de ses colonies, de quelque part qu'ils viennent, et toute marchandise sans distinction d'origine, venant de ce Royaume ou de ses colonies, seront admis en Portugal sur le même pied et sans être assujettis à

d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

Il est fait réserve au profit du Portugal du droit de concéder au Brésil seulement des avantages particuliers, qui ne pourront pas être réclamés par les Pays-Bas comme une conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée. Il est entendu, que si le Portugal accordait á d'autres Etats le partage des faveurs qu'il aurait accordées au Brésil, les Pays-Bas seraient admis à jouir des mêmes faveurs

Réciproquement les produits du sol et de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses colonies, de quelque part qu'ils viennent, et toutes les marchandises sans distinction d'origine, venant de ce Royaume ou de ses colonies, seront admis dans les Pays-Bas sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la bonification extraordinaire de sept pour cent dont jouissent, à titre de dèchet sur le taux du droit d'accise, les sels marins bruts d'origine Française importés directement de France dans les Pays-Bas par mer. Cette bonification sera immédiatement étendue aux sels de Portugal, raffinés dans les Pays-Bas, dès quelle est accordée aux sels d'une autre provenance que la France.

Article 3.

Les produits du sol et de l'industrie des deux Hautes Parties contractantes seront réciproquement admis dans leurs colonies sur le pied de ceux de la nation étrangère la plus favorisée.

Ce traitement est également assuré aux marchandises sans distinction d'origine, importées d'un des pays contractants ou de ses colonies dans une colonie de l'autre.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la franchise de droits d'entrée accordée aux Etats indigênes de l'Archipel Oriental pour l'importation de leurs produits dans les colonies des Pays-Bas.

Article 4.

Le traitement, réservé au pavillon national pour tout ce qui concerne les navires et leur cargaison, sera réciproquement garanti en tous points et en toute circonstance aux navires des deux Hautes Parties contractantes dans le Royaume des Pays-Bas et ses colonies, comme dans le Royaume de Portugal et ses colonies.

Ces dispositions ne s'appliquent pas au cabotage dans les colonies Néerlandaises et dans le Portugal et ses colonies, ni à la navigation entre le Portugal et ses colonies, réservée au pavillon national. A ces égards les Hautes Parties contractantes se garantissent le traitement de la nation étrangère la plus favorisée, sauf les privilèges accordés quant au cabotage dans les colonies Néerlandaises aux peuples indigènes de l'Archipel Oriental.

Article 5.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproque-

ment le traitement de la nation étrangère la plus favorisée pour tout ce qui concerne le transit et l'exportation.

Article 6.

Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les Etats de l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce.

Les Néerlandais ne pourront revendiquer en Portugal la propriété exclusive d'une marque de fabrique ou de commerce, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au bureau du commerce et de l'industrie du Ministère des Travaux Publics á Lisbonne.

Réciproquement les Portugais ne pourront revendiquer dans les Pays-Bas la propriété exclusive d'une marque de fabrique ou de commerce, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du tribunal d'arrondissement d'Amsterdam.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit de changer les stations pour le dépôt prescrit par le présent article, en se donnant mutuellement et en temps utile connaissance de ces changements.

Article 7.

Toute réduction de tarif, toute faveur, toute immunité que l'une des Hautes Parties contractantes accordera aux sujets, au commerce, aux produits du sol ou de l'industrie, ou au pavillon d'une tierce Puissance, sera immédiatement et sans condition étendue á l'autre de ces Hautes Parties. Aucune des Hautes Parties contractantes ne soumettra l'autre á une prohibition ou une charge légale sous un de ces rapports qui ne serait appliquée en même temps á toutes les autres nations.

Article 8.

Les dispositions du présent traité, applicables au Portugal, le sont également, sans aucune exception, aux îles Portugaises dites adjacentes, savoir : aux îles de Madère et de Porto Santo et à l'Archipel des Açores.

Article 9.

Le présent traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où une des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de la dite période Son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'a l'expiration d'une année, à partir du jour ou l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Article 10.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Lisbonne, en double original, le neuf Janvier mil huit cent soixante quinze.

(signé) D. Everwyn. *(L. S.)*

„ Joao de Andrade Corvo. *(L. S.)*

VERTALING.

Zyne Majesteit de Koning der Nederlanden en Zyne Majesteit de Koning van Portugal en Algarvie, gelykelyk bezield met den wensch de banden van vriendschap, die de beide landen vereenigen, naauwer toe te halen, en willende de betrekkingen van handel en scheepvaart tusschen Hunne wederzydsche Staten verbeteren en uitbreiden, hebben besloten tot dat einde een tractaat te sluiten, en hebben tot Hunne gemagtigden benoemd te weten:

Zyne Majesteit de Koning der Nederlanden,

den heer mr. DIONYSIUS EVERWYN, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, commandeur der orde van de Eikenkroon van Luxemburg, van Isabella la Catholica van Spanje, van den Witten Valk van Saksen Weimar Eisenach en van St. Stanislas van Rusland, officier der orde van het Legioen van Eer en van Leopold van Belgie, en ridder 3de klasse der Kroon-orde van Pruissen, Hoogstdeszelfs Minister-resident by Zyne Zeer Getrouwe Majesteit;

en Zyne Majesteit de Koning van Portugal en Algarvie,

den heer JAN DE ANDRADE CORVO, Zyn raad, pair van het Koningryk, Minister en Secretaris van Staat van het Departement van Buitenlandsche Zaken, professor der Polytechnische school in Lissabon, luitenant-kolonel der ingenieurs, grootkruis der oude, zeer edele en vermaarde orde van San Thiago voor wetenschappelyke, letterkundige en kunstverdienste, commandeur der Christus-orde, ridder der Militaire Avis-orde, grootkuis der orde van de Roos van Brazilie, van Leopold van Oostenryk, van St. Mauritius en Lazarus van Italie, van Karel III van Spanje, van de Poolster van Zweden en officier van openbaar onderwys in Frankryk;

dewelke, na mededeeling Hunner in goeden en behoorlyken vorm bevonden wederzydsche volmagten, nopens de volgende artikelen zyn overeengekomen:

Artikel 1.

De wederzydsche onderdanen der beide Hooge contracterende Partyen zullen volkomen met de nationalen worden gelyk gesteld voor al wat aangaat de uitoefening van den handel en der nyverheid, en de betaling der belastingen.

Zy zullen het regt hebben, zich gedragende naar de wetten en reglementen van elk land, vryelyk hunne godsdienst uit te oefenen, en op gelyke wyze als de nationalen allerlei roerende en onroerende eigendommen te verkrygen en daarover te beschikken by koop, verkoop, schenking, ruil, laatste wilsbeschikking en erfopvolging by versterf.

Zy zullen volkomen gelyk gesteld worden onder alle andere opzigten met de onderdanen der meest bevoorregte vreemde natie.

Door de bovenstaande bepalingen wordt niet afgeweken van de wettelyke onderscheidingen tusschen personen van Westersche en Oostersche herkomst in de Nederlandsche bezittingen van den Oosterschen Archipel, onderscheidingen, welke eveneens toepasselyk zullen zyn op onderdanen van Portugal in die bezittingen.

Artikel 2.

De voortbrengselen van den grond en der nyverheid van het Koningryk der Nederlanden en van zyne kolonien, van waar ook komende, en alle koopwaren zonder onderscheid van oorsprong, komende uit dat Koningryk of uit zyne kolonien, zullen in Portugal worden toegelaten op denzelfden voet als en zonder aan andere of hoogere regten, hoe ook genaamd, onderworpen te zyn, dan de gelyksoortige voortbrengselen van de meest begunstigde vreemde natie.

Ten behoeve van Portugal wordt het regt voorbehouden byzondere voorregten alleen aan Brazilie toe te staan, waarop Nederland geene aanspraak zal kunnen maken, als gevolg van zyn regt op behandeling als de meest begunstigde natie. Mogt Portugal andere Staten doen deelen in de aan Brazilie verleende gunsten, zoo zal aan Nederland het genot derzelfde gunsten worden toegekend.

Wederkeerig zullen de voortbrengselen van den grond en de nyverheid van het Koningryk Portugal en van zyne kolonien, van waar ook komende, en alle koopwaren zonder onderscheid van oorsprong, komende uit dat koningryk of uit zyne kolonien, in de Nederlanden worden toegelaten op denzelfden voet en zonder aan andere of hoogere regten, hoe ook genaamd, onderworpen te zyn, dan de gelyksoortige voortbrengselen van de meest begunstigde vreemde natie.

Deze bepalingen zyn niet van toepassing op de buitengewone korting van zeven per cent, welke het ruwe zeezout van Franschen oorsprong, ter zee regtstreeks van Frankryk in Nederland ingevoerd, geniet wegens fabrieksverlies op het bedrag van den accyns.

Deze korting zal onmiddellyk worden uitgestrekt tot het Portugesche zout in Nederland geraffineerd, zoodra zy wordt verleend aan zout van eenige andere herkomst dan Frankryk.

Artikel 3.

De voortbrengselen van den grond en der nyverheid van de beide Hooge contracterende Partyen zullen wederkeerig worden toegelaten in hare kolonien op den voet van die der meest begunstigde vreemde natie.

Deze behandeling is eveneens verzekerd aan de koopwaren zonder onderscheid van oorsprong, ingevoerd uit een der contracteerende landen of uit zyne kolonien in eene kolonie van het andere.

Deze bepalingen zyn niet van toepassing op den vrydom van invoerregten, toegekend aan de inlandsche Staten van den Oosterschen Archipel voor den invoer hunner voortbrengselen in de kolonien van Nederland.

Artikel 4.

De behandeling, aan de nationale vlag voorbehouden voor alles wat de schepen of hunne lading betreft, zal wederkeerig in alle opzigten en onder alle omstandigheden gewaarborgd zyn aan de schepen der beide contracterende Hooge Partyen in het Koningryk der Nederlanden en zyne kolonien, zoowel als in het Koningryk Portugal en zyne kolonien.

Deze bepalingen zyn niet van toepassing op de kustvaart in de Nederlandsche kolonien en in Portugal en zyne kolonien, noch op

de scheepvaart tusschen Portugal en zyne kolonien, aan de nationale vlag voorbehouden. In deze opzigten waarborgen de contracterende Hooge Partyen elkander de behandeling der meest begunstigde vreemde natie, met uitzondering der voorregten in de Nederlandsche kolonien, wat de kustvaart betreft, toegestaan aan de inlandsche volken van den Oosterschen Archipel.

Artikel 5.

De beide Hooge contracterende Partyen waarborgen elkander wederkeerig de behandeling der meest begunstigde vreemde natie voor alles wat den doorvoer en den uitvoer aangaat.

Artikel 6.

De onderdanen van de eene der Hooge contracterende Partyen zullen in de Staten der andere dezelfde bescherming genieten als de eigene onderdanen voor alles wat den eigendom van fabrieks- en handelsmerken aangaat.

De Nederlanders zullen in Portugal den uitsluitenden eigendom van een fabrieks- of handelsmerk niet kunnen opvorderen, zoo zy geen twee exemplaren er van nedergelegd hebben by het bureau van handel en nyverneid van het Ministerie van Openbare Werken te Lissabon.

Wederkeerig zullen de Portugezen in Nederland den uitsluitenden eigendom van een fabrieks- of handelsmerk niet kunnen opvorderen, zoo zy geen twee exemplaren er van ter griffie van de arrondissements-regtbank te Amsterdam hebben nedergelegd.

De beide Hooge contracterende Partyen behouden zich het regt voor, andere plaatsen voor de by dit artikel voorgeschrevene nederlegging aan te wyzen, mits elkander wederkeerig ter bekwamer tyd kennis van zoodanige verplaatsing gevende.

Artikel 7.

Elke tariefsvermindering, elke vrydom, die een der Hooge contracterende Partyen zal toestaan aan de onderdanen, aan den handel, aan de voorbrengselen van den grond of der nyverheid, of aan de vlag eener derde Mogendheid, zal onmiddelyk en onvoorwaardelyk tot de andere dezer Hooge Partyen worden uitgestrekt.

Geene der Hooge contracterende Partyen zal de andere onderwerpen aan een verbod of wettelyken last onder een dezer opzigten, welke niet te gelyker tyd op alle andere natien werd toegepast.

Artikel 8.

De bepalingen van het tegenwoordig tractaat, die van toepassing zyn op Portugal, zyn zulks eveneens, zonder eenige uitzondering, op de zoogenaamde byliggende Portugesche eilanden, te weten : de eilanden Madera en Porto Santo en de Azorische Archipel.

Artikel 9.

Dit tractaat zal van kracht blyven gedurende tien jaren, te rekenen van den dag der uitwisseling van de akte van bekrachtiging. Byaldien geene der Hooge contracterende Partyen twaalf maanden vóór het einde van gezegd tydperk Haar voornemen om hetzelve te doen

ophouden mogt hebben bekend gemaakt, zoo zal het tractaat van kracht blyven tot na het eindigen van een jaar, te rekenen van den dag, waarop de eene of de andere der beide Hooge contracterende Partyen het zal hebben opgezegd.

Artikel 10.

Dit tractaat zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging er van zullen zoodra mogelyk uitgewisseld worden te Lissabon.

Ter oorkonde waarvan gevolmagtigden het geteekend en er hunne zegels op hebben gesteld.

Gedaan te Lissabon, in dubbel origineel, den negenden January 1875.

(Get.) D. Everwyn. *(L. S.)*
(„) Joao de Andrade Corvo *(L. S.)*

Gezien de wet van den 6den April 1875 (Staatsblad N°. 65), houdende goedkeuring van sommige artikelen van dit tractaat:

Gelet dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging van genoemd tractaat, door Ons den 6den April en door Zyne Majesteit den Koning van *Portugal* den 23sten Maart 1875 onderteekend, den 24sten April daaraanvolgende te *Lissabon* heeft plaats gehad, waarby bepaald is dat bedoeld tractaat in werking zal treden, wat betreft *Nederland*, *Portugal* en de zoogenaamde byliggende Portugeesche eilanden, vóór of uiterlyk den 1sten Juny aanstaande, en, wat betreft de Nederlandsche en Portugeesche kolonien, vóór of uiterlyk den 1sten October aanstaande;

Op de voordragt van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 10den Mei 1875, N°. 3554:

Hebben goedgevonden en verstaan het bovenstaande tractaat met de vertaling bekend te maken door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in voorschreven tractaat vervat.

Het Loo, den 14den Mei 1875.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN DER DOES DE WILLEBOIS.

Uitgegeven den *zes en twintigsten* Mei 1875.
De Minister van Justitie,
VAN LYNDEN VAN SANDENBURG.

Heeft de opneming daarvan in het Publicatie-blad bevolen.

Gedaan te Curaçao den 19 Juny 1875.

H. F. G. WAGNER.
De Gouvernements Secretaris,
W. B. MELLINK.

Uitgegeven den 21 Juny 1875.
De Gouvernements Secretaris,
W. B. MELLINK.